

N°2023/138

## DÉCISION DU MAIRE

### PRISE EN APPLICATION DES ARTICLES L2122-22 ET L2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Service émetteur : Direction des affaires financières  
Objet : Avenant au contrat de maintenance N° C207597 Requiem OPUS avec la société  
Arpège

**Le Maire de la Ville de Vaujourns,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-22 et L2122-23,

VU la délibération 2020/05-06 du Conseil Municipal du 23 mai 2020 donnant délégations d'attributions au Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifiée par la délibération 2021/04-03 du Conseil Municipal du 06 avril 2021.

VU l'instruction comptable n° 96-078 « M14 » du 01/08/96 modifiée ;

VU le code de la commande publique entré en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019 et notamment son article R2123-1,

VU les crédits prévus du budget de l'exercice en cours,

**CONSIDÉRANT** la nécessité pour les services de la ville de recourir à un prestataire extérieur spécialisé pour l'hébergement des logiciels tels qu'ils sont déterminés dans la proposition commerciale ;

**CONSIDÉRANT** les termes du contrat tel que proposés par la société ARPEGE sise au 13 rue de la Loire 44236 Saint-Sébastien-Sur-Loire Cédex et ce pour un montant total annuel de 361,21 euros T.T.C. ;

**CONSIDÉRANT** que le contrat est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2023 pour la période initiale. Ce contrat peut faire l'objet d'un renouvellement annuel par année civile, sans que le délai global du contrat ne puisse excéder 4 ans ;

**ARTICLE 1 : DECIDE** de confier à la société ARPGE l'intégration au contrat de maintenance Requiem OPUS et ce, pour un montant total annuel de 361,21 euros T.T.C.

**ARTICLE 2 : DIT** le contrat est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa notification jusqu'au 31 décembre 2023 pour la période initiale. Ce contrat peut faire l'objet d'un renouvellement annuel par année civile, sans que le délai global du contrat ne puisse excéder 4 ans .



**ARTICLE 3 :** La présente décision sera transmise à Monsieur Le Préfet de la Seine-Saint-Denis au titre du contrôle de légalité.

**ARTICLE 4 :** Le Tribunal administratif compétent peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes : date de sa réception en Préfecture de Seine-Saint-Denis ou de sa publication/notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale.

Fait à Vaujours, le 09/08/2023

Pour Le Maire  
Et par délégation temporaire



Laurent LHOSTE  
Adjoint au Maire

« Certifié exécutoire  
compte tenu de l'affichage  
le  
et le dépôt en Préfecture  
le..... »

Pour Le Maire,  
Et par délégation temporaire

Laurent LHOSTE

